



Government of Canada
Gouvernement du Canada

TRANSLATION BUREAU
MULTILINGUAL TRANSLATION SERVICES

BUREAU DE LA TRADUCTION
SERVICES DE TRADUCTION MULTILINGUE

Request No. \ N° de la demande	Language \ Langue	Originator file No. \ Référence du demandeur	Date
025-240315-003	Chinese	N/A	2024-03-22

KCH0000047_TR_FR

Pourquoi les Chinois doivent-ils s'opposer au député conservateur Kenny Chiu?
mp.weixin.qq.com

Pourquoi les Chinois doivent-ils s'opposer au député conservateur Kenny Chiu?

ccvoice.ca 2021-09-10 02:49

Kenny Chiu, député du Parti conservateur du Canada en Colombie-Britannique, a déjà présenté le projet de loi C-282, un projet de loi d'initiative parlementaire connu sous le nom de *Loi établissant le registre des agents d'influence étrangers*, au cours d'une séance parlementaire.

[image:] Couponking, 51.ca; visitez SinoQuebec.com pour des nouvelles sur le Québec
Kenny Chiu

Le projet de loi a franchi l'étape de la première lecture avant la dissolution du Parlement et, selon la procédure législative prévoyant trois lectures au Parlement, si Kenny Chiu était réélu aux [prochaines] élections fédérales, la *Loi établissant le registre des agents d'influence étrangers* deviendra probablement officiellement en vigueur.

Pourquoi les Canadiens d'origine chinoise doivent-ils s'intéresser à ce projet de loi?

La raison est simple. Une fois que ce projet de loi aura franchi toutes les étapes et sera devenu loi, toute personne ou organisation liée à la Chine pourra être considérée comme un représentant du gouvernement chinois et être tenue de déposer une déclaration spéciale.

Alors, quel problème y a-t-il à produire une déclaration? Après la production d'une déclaration, toute activité liée à la communauté originaire de la Chine continentale et tout événement normal impliquant des échanges économiques, culturels et technologiques entre le Canada et la Chine peuvent être supprimés. La liberté d'expression des Chinois de souche pourrait également être supprimée. Il est également très probable que [le projet de loi] aurait de profondes répercussions négatives sur la communauté chinoise.

[image:] Couponking, 51.ca
Erin O'Toole, leader du Parti conservateur du Canada

Si vous ne saisissez toujours pas, jetez un coup d'œil à la brève introduction suivante, qui vous donnera une idée claire du projet de loi.

Kenny Chiu, député du Parti conservateur du Canada, a proposé la *Loi établissant le registre des agents d'influence étrangers*, qui stipule que toute personne, entreprise ou organisation, à l'exception des représentants officiels de gouvernements étrangers, sous le contrôle d'un gouvernement ou d'une organisation politique étrangère ou influencée par celui-ci, doit présenter une déclaration auprès du ministère de la Justice du Canada. Si l'une ou l'autre de ces personnes ou organisations veut communiquer avec des députés et des fonctionnaires, elle doit également produire une déclaration auprès du gouvernement. Les renseignements exigés dans la déclaration comprennent le nom du particulier ou l'influence étrangère qu'il représente et toute opération financière effectuée avec cette influence étrangère. L'omission de produire une déclaration ou le fait de fournir des renseignements inexacts entraînera une amende maximale de 200 000 \$ CA et une peine d'emprisonnement de deux ans. (Lien vers le projet de loi : <https://wwwparl.ca/DocumentViewer/en/42/bill/C-282/first-reading>)

[image:] Couponking, 51.ca

Mouvement de protestation contre la loi chinoise sur la sécurité nationale de Hong Kong initié par Kenny Chiu au Canada

Le projet de loi d'initiative parlementaire, présenté par Kenny Chiu, n'obligerait que les personnes ou les organisations en contact avec des « nations hostiles » particulières à produire une déclaration. Cependant, il ne mentionne pas quels pays sont considérés comme une « nation hostile ». Et M. Chiu est connu pour ses positions politiques antichinoises. **Avec la présentation du projet de loi par le député Chiu à un moment où les relations sino-canadiennes sont au plus bas, il est évident que ce projet de loi cible les particuliers et les organisations chinoises de la Chine continentale au Canada. Son objectif est de restreindre toute opinion et tout discours prochinois au Canada et de garder diverses personnes et organisations de la Chine continentale sous contrôle et sous surveillance (y compris l'utilisation de WeChat).**

Le projet de loi stipule que les personnes et les organisations sous le contrôle d'une autorité gouvernementale étrangère ou influencées par celle-ci seront considérées comme des commettants étrangers.

Sur la base de cette définition, toute personne ou organisation se livrant aux activités suivantes sera considérée comme étant influencée par le gouvernement chinois et sera donc désignée comme un commettant étranger de la Chine : créer des associations locales ou organiser des événements [connexes] et recevoir une lettre de félicitations des autorités gouvernementales du pays d'origine pour avoir créé une association d'anciens élèves ou organisé des événements [connexes]; sont également visées toute personne et organisation qui assiste aux réceptions de la fête nationale chinoise ou aux célébrations du Nouvel An lunaire organisées par le consulat chinois, les organisations invitant des agents consulaires à assister à un événement, et les personnes et organisations en contact avec un fonctionnaire chinois de quelque niveau que ce soit; sont même visées les personnes qui ont travaillé pour des organisations de Chine continentale, y compris le gouvernement et les entreprises d'État, et les organisations qui ont reçu le parrainage d'entreprises privées chinoises.

Commentaire du rédacteur en chef : Ha! Ha! Kenny Chiu vise à purger tous les groupes sociaux favorables à la Chine [emoji]

Que savons-nous des antécédents de M. Chiu, compte tenu de son orientation politique antagoniste contre la Chine? Il est né à Hong Kong, a immigré au Canada dans les années 1980 et s'est joint au Parti conservateur du Canada. En 2019, il a été élu député de la circonscription fédérale de Steveston-Richmond-Est.

Commentaire du rédacteur en chef : Ce n'est pas étonnant! Il est le produit de son environnement. M. Chiu est l'un des principaux partisans de l'insurrection à Hong Kong. Il est désormais sous le coup d'une sanction du gouvernement chinois et ne peut pas retourner à Hong Kong pour le moment.

Après avoir remporté les élections, M. Chiu, en sa qualité de député, a été invité par le mouvement contre le projet de loi sur l'extradition de Hong Kong à se rendre à Hong Kong et à surveiller les élections des conseils de district en tant que représentant de la communauté internationale. Plus tard, au cours des séances parlementaires, il a lancé une série d'attaques contre les autorités chinoises et hongkongaises. Il a également été vice-président du Sous-comité des droits internationaux de la personne du Parlement, votant en faveur de la condamnation de la Chine sur un projet de loi concernant les Ouïghours au Xinjiang et cherchant à sanctionner des responsables gouvernementaux de Chine et de Hong Kong. **En conséquence, M. Chiu a été inscrit par le gouvernement chinois sur la liste des contre-sanctions en 2021, ce qui lui interdit d'entrer sur le territoire chinois.**

Veillez diffuser ce message à un grand nombre de personnes si vous êtes préoccupé par le bien-être de notre communauté chinoise afin que plus de gens sachent comment cela les affectera personnellement!

[liens vers d'autres articles]